



Déclaration intersyndicale

Conseil Départemental de l'Éducation Nationale de la Gironde

Jeudi 14 décembre 2023

Dans le contexte actuel de crispations identitaires et xénophobes, nous, Organisations Syndicales de l'Éducation Nationale rappelons notre engagement contre toute forme de haine et de racisme.

Les équipes éducatives se retrouvent souvent en première ligne face aux nombreux maux de notre société qui touchent les personnels comme les élèves.

Aussi, nous soutenons nos collègues du Lycée Jean Monnet de Libourne qui ont exercé leur droit de retrait face à des menaces de mort extrêmement violentes et racistes à l'encontre d'une enseignante et d'une partie des élèves du lycée.

Dans un esprit de responsabilité au nom de la communauté éducative (adultes comme élèves), nos collègues, ont réagi conformément à leur droit et à la conscience du risque qu'ils et elles ont perçu sur place.

L'auteur ou autrice de cette lettre n'a pas été à ce jour identifié.e. Il semble donc indispensable de continuer à prêter une attention particulière à cette situation, de telles menaces ne doivent pas être prises à la légère.

Dans une situation aussi grave, « le soutien sans faille » mis en avant par notre administration doit pouvoir se mesurer concrètement.

Nous regrettons que l'autorité académique n'ait pas voulu entendre avant l'appel à l'aide des collègues.

Les personnels attendent donc une réponse rapide aux demandes formulées à l'administration.

Nous demandons que le droit de retrait exercé par nos collègues soit reconnu et qu'aucune journée de salaire ne leur soit retirée.

Étant donné l'urgence, le recrutement de trois personnels de vie scolaire est nécessaire.

Les collègues attendent aussi une réponse à leurs fiches santé sécurité au travail où ils ont exprimé officiellement leur souffrance au travail créée par ce sentiment de peur de ne pas être en sécurité dans leur établissement.

Nous voulons que les personnels puissent travailler et les élèves étudier en toute sécurité. Nous rappelons que les personnels doivent être écoutés, protégés et soutenus par l'administration en cas de mise en cause. Nous faisons de ces problèmes identitaires et racistes une priorité et nous défendrons les collègues dans toutes les instances comme au quotidien dans les établissements.